



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Procédures Environnementales et Utilité Publique**

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale de la Gironde**

Arrêté

**Portant mise en demeure relative à l'exploitation d'une installation de collecte, tri, valorisation
et de traitement de déchets de métaux
par la société ETABLISSEMENTS DECONS sur la commune du Pian-Médoc**

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 août 2023 encadrant l'exploitation des installations de collecte, tri, valorisation et de traitement de déchets de métaux de la société ÉTABLISSEMENTS DECONS sur la commune du PIAN MEDOC ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 4 juin 2025 détaillant l'ensemble des manquements à la réglementation retenus à l'encontre de l'exploitant, transmis à l'exploitant par courrier en date du 5 juin 2025 et reçu le 10 juin 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 18 juin 2025 et par courriel du 31 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.3.5 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2023 dispose que : « [...] Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique [...] » ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2023 dispose que : « [...] Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou mélanges dangereux sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement [...] » ;

CONSIDÉRANT que l'article 9.2.4.3 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2023 dispose que : « [...] Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants :

Paramètres	Fréquence	Méthodes de référence
Niveau piézométrique	Semestrielle	
Température	Semestrielle	
pH	Semestrielle	Méthode en vigueur
Conductivité	Semestrielle	Méthode en vigueur
Matières en suspension totales (MEST)	Semestrielle	Méthode en vigueur
Demande chimique en oxygène (DCO)	Semestrielle	Méthode en vigueur
Hydrocarbures (HCT) (fraction carbonée C5 à C40)	Semestrielle	Méthode en vigueur
Zinc et ses composés	Semestrielle	Méthode en vigueur
Plomb et ses composés	Semestrielle	Méthode en vigueur
Cuivre et ses composés	Semestrielle	Méthode en vigueur
Cadmium et ses composés	Semestrielle	Méthode en vigueur
Chrome et ses composés	Semestrielle	Méthode en vigueur
Mercure et ses composés	Semestrielle	Méthode en vigueur
Arsenic et ses composés	Semestrielle	Méthode en vigueur
COHV	Semestrielle	Méthode en vigueur
BTEX	Semestrielle	Méthode en vigueur
PCB	Semestrielle	Méthode en vigueur

[...] »

CONSIDÉRANT que l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2023 dispose que : « L'auto surveillance par la mesure des émissions canalisées porte sur le rejet suivant :

Conduit N° 1 – Ligne de broyage :

Paramètre	Fréquence
Débit	annuelle
Poussières	semestrielle
Cd	annuelle
Tl	annuelle
Hg	annuelle
Cd + Tl + Hg	annuelle
As + Se + Te	annuelle
Pb	annuelle
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	annuelle
Retardateurs de flamme bromés	annuelle
PCB de type dioxine	annuelle
PCDD/F	annuelle
COVT	semestrielle

Par défaut, les méthodes d'analyse correspondent aux méthodes normalisées de référence fixées dans un avis publié au Journal officiel.[...] » ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2023 dispose que : « L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après : [...]

- les points d'eau incendie suivants :
 - plusieurs poteaux incendie présents (a minima 7) au sein de l'installation d'un diamètre nominal adapté au débit minimal à fournir de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures, alimentés par un réseau privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
 - une ou plusieurs réserve(s) d'eau, réalimentées ou non, disponible(s) pour le site et dont les organes de manœuvre et les prises de raccordement sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. L'aire d'alimentation de ces réserves d'eau du site ne doit pas être impactée par les flux thermiques générés par un incendie,

Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 480 m³/h durant deux heures (conformément au document technique D9). Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours).

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau et notamment la réalisation d'essais de débits en fonctionnement simultané des poteaux incendie (ces essais sont réalisés au plus tous les 3 ans), le dimensionnement de(s) réserve(s) d'eau d'extinction incendie ainsi que la réalisation des essais de mise en aspiration. Les justificatifs sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Pour les essais en simultané des poteaux incendie, chaque poteau doit délivrer a minima 60 m³/h sous 1 bar. Les essais en simultané devront couvrir les poteaux incendie les plus défavorisés du réseau incendie (ie. en termes d'éloignement par rapport à la source ou bien aux implantations où les pertes de charge sont les plus importantes...). [...]

- une rampe d'aspersion à déclenchement automatique au niveau du convoyeur en sortie du broyeur [...];*
- une rampe d'arrosage à déclenchement automatique dans la chambre du broyeur ; [...]*

CONSIDÉRANT que l'article 7.6.6 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2023 dispose que : « [...] La capacité de confinement sur le site présente un volume de rétention disponible et suffisant qui ne peut être inférieur à 1920 m³. Les éléments justifiant le dimensionnement et la disponibilité des capacités de confinement sur le site sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.[...] » ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 24 avril 2025, il a été constaté que :

- les travaux de mise en place des installations de protection contre la foudre ne répondent pas aux mesures de prévention et aux dispositifs de protection définis par l'étude technique établie par RG CONSULTANT ;
- la dalle recouvrant le sol du site était détériorée sur une surface d'environ 2 m² au niveau de l'aire de cisailage. Cette situation présente des risques de pollution des sols et des eaux souterraines : en effet, les eaux pluviales ruisselant sur les stockages de déchets susceptibles d'être pollués (par lixiviation) peuvent s'écouler vers la zone dégradée et s'infiltrer ainsi dans le sol ;
- certaines substances (COHV, BTEX et PCB) n'ont pas été étudiées lors des campagnes de mesures de surveillance des eaux souterraines alors que celles-ci font partie du programme de surveillance défini par les dispositions réglementaires en vigueur;
- la fréquence de surveillance semestrielle des rejets atmosphériques n'est pas respectée (aucune analyse n'a été réalisée au second semestre 2024) ;
- le débit d'eau requis pour la défense incendie de l'installation (soit 480 m³/h) n'est actuellement pas disponible sur le site ;
- les rampes d'aspersion au niveau du convoyeur en sortie du broyeur et de la chambre du broyeur ne sont pas munies d'un système de déclenchement automatique ;
- la disponibilité du volume de rétention requis pour le confinement des eaux d'extinction incendie n'est pas garantie ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un non-respect des dispositions des articles 7.3.5, 7.5.3, 9.2.4.3, 9.2.1, 7.6.3 et 7.6.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 août 2023;

CONSIDÉRANT que, dans son courrier du 18 juin 2025, l'exploitant a transmis la facture du 19 juin 2025 établi par BATI MARTINHO attestant de la réfection de la dalle recouvrant le sol au niveau de l'aire de cisailage de métaux ainsi que les photos démontrant la réalisation de ces travaux ;

CONSIDÉRANT que, dans son courrier du 18 juin 2025, l'exploitant a transmis le bon de commande du 19 juin 2025 de DECONS RECUPERATIONS à AQUITAINE GEOMEMBRANE attestant de la commande de deux réserves d'eau d'un volume respectif de 270 et 570 m³, et que, par conséquent à l'issue des travaux, le débit d'eau pour la défense incendie de l'installation sera de 480 m³/h (débit assuré par les deux réserves d'eau précitées et le poteau incendie d'un débit de 60 m³/h déjà présent sur site) ;

l'exploitant précise, dans son courriel du 31 juillet 2025 que les travaux sont en cours et qu'ils seront achevés d'ici le mois de novembre 2025;

CONSIDÉRANT que, par conséquent, ces éléments permettent de justifier le respect des dispositions des articles 7.5.3, 7.6.3 pour le point portant sur le débit d'eau requis pour la défense incendie de l'installation ;

CONSIDÉRANT que, par ailleurs, les réponses apportées dans le courrier du 18 juin 2025 susvisé ne permettent pas de justifier le respect des dispositions des articles 7.3.5, 9.2.4.3, 9.2.1, 7.6.3 pour le point portant sur la mise en place d'un système de déclenchement automatique au niveau des rampes d'aspersion du convoyeur en sortie du broyeur et de la chambre du broyeur et 7.6.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 août 2023;

CONSIDÉRANT que ces inobservations sont susceptibles d'entraîner des risques de pollution des sols et des eaux souterraines, de remettre en cause la gestion du risque incendie et qu'elles constituent un non-respect des dispositions réglementaires susceptibles de générer un impact ou un risque important ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société ETABLISSEMENTS DECONS de respecter les dispositions des articles 7.3.5, 9.2.4.3, 9.2.1, 7.6.3 et 7.6.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 août 2023 ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde.

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société ETABLISSEMENTS DECONS qui exploite une installation de collecte, tri, valorisation et de traitement de déchets de métaux sur la commune du Pian Médoc, 1701 route de Soulac, est mise en demeure de respecter :

- sous un délai de trois mois :
 -
 - les dispositions de l'article 9.2.4.3 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2023 *en procédant à la surveillance des eaux souterraines pour l'ensemble des substances listées par les dispositions de l'article précité (et notamment les COHV, BTEX et PCB). Les justificatifs sont transmis à l'Inspection sous ce même délai (rapport des résultats de la prochaine campagne de mesures incluant les paramètres manquants) ;*
 - les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2023 *en mettant en place une surveillance semestrielle des rejets atmosphériques en sortie du système de traitement des émissions atmosphériques du broyeur ;*
 - les dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2023 *en mettant en place un système de déclenchement automatique au niveau des rampes d'aspersion au niveau du convoyeur en sortie du broyeur et de la chambre du broyeur. A défaut, une demande de modification des conditions d'exploitation accompagnée de l'ensemble des éléments d'appréciation doit être formulée sous ce même délai ;*
 - les dispositions de l'article 7.6.6 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2023 *en mettant en place le volume de rétention nécessaire pour le confinement des eaux d'extinction incendie : les justificatifs de la disponibilité de ce volume au regard de la règle D9A (notamment le respect de la profondeur de la rétention en dehors des zones spécifiques) doivent être transmis à l'Inspection des installations classées sous ce même délai. Dans le cas où ce volume est également assuré par des dispositifs de collecte des eaux pluviales de l'installation, l'exploitant met en place, sous ce même délai, un système permettant de s'assurer en permanence de la disponibilité du volume nécessaire pour le confinement de ces eaux ;*
- sous un délai de six mois :
 - les dispositions de l'article 7.3.5 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2023 *en mettant en place les dispositifs de protection et les mesures de prévention contre le risque foudre répondant*

aux exigences de l'étude technique réalisée par RG CONSULTANT. L'exploitant procède, sous ce même délai, à la vérification complète des installations de protection contre la foudre par un organisme compétent afin de justifier de la réalisation des travaux de mise en conformité et transmet une copie du rapport des résultats à l'Inspection des installations classées sous ce même délai.

Les délais débutent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de BORDEAUX, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique << Télérecours citoyens >> accessible par le site internet << www.telerecours.fr >> .

Article 4 : Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet (<http://www.gironde.gouv.fr>) de la Préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société ETABLISSEMENTS DECONS.

Une copie sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de Pian-Médoc,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux, le 12 AOUT 2025

Le Préfet,


Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale
Aurore Le BONJOUR

